



Yasser Arafat a-t-il été assassiné ?

Par [Amnon Kapeliouk](#)

Mondialisation.ca, 22 décembre 2005

Le monde diplomatique (novembre 2005)

22 décembre 2005

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Un an après le décès de Yasser Arafat, que le général Sharon présentait comme l'obstacle principal à la paix, l'impasse est totale : non seulement Israël poursuit la colonisation, mais la vie quotidienne des Palestiniens reste très difficile – même dans la prison qu'est devenu Gaza « libéré ». Pis : la guerre civile que le raïs voulait éviter menace. C'est dans ce contexte que les médias évoquent l'hypothèse d'un empoisonnement...

Président de l'Autorité palestinienne (AP) et de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Yasser Arafat s'est éteint il y a tout juste un an, le 11 novembre 2004, à 3 h 30 du matin, à l'hôpital militaire Percy, à Clamart, au sud de Paris. Certes, l'état d'Abou Ammar – comme l'appellent les Palestiniens – s'était brutalement aggravé au cours des dernières semaines. Certes aussi, le siège par l'armée israélienne de son quartier général de la Mouqata'a, à Ramallah, depuis décembre 2001, l'avait contraint à vivre dans des conditions psychologiques et physiques extrêmement éprouvantes. Mais, pour de nombreux dirigeants palestiniens, qui en ont fait état publiquement, parmi les opinions arabes et au-delà, l'affaire était entendue : le raïs avait été empoisonné par les Israéliens. C'est aussi l'opinion de son médecin personnel (jordanien), le Dr Ashraf Al-Kourdi.

A ce qui n'était jusque-là qu'une conviction intime et une rumeur, les médias israéliens ont apporté, ces dernières semaines, une certaine crédibilité : ils ont envisagé la possibilité d'une « liquidation » du président palestinien. Ce terme brutal a été employé, par exemple, le 30 septembre 2005, par Yoram Binur, le correspondant pour les territoires occupés de la deuxième chaîne de télévision.

Trois semaines plus tôt, le supplément hebdomadaire du quotidien *Haaretz* (1) avait titré : « *Arafat est décédé du sida ou a été empoisonné* ». Mais, dans leur article, les journalistes Amos Harel et Avi Isacharoff, citant un expert israélien, qualifiaient de « très petite » la possibilité qu'Arafat ait contracté le sida, tout en soulignant que, pour de nombreux médecins, les symptômes faisaient plutôt penser à un empoisonnement. Dans un ouvrage paru en octobre 2005 à Paris et intitulé *La Septième Guerre d'Israël* (2), ces deux auteurs envisagent en fait, sans trancher entre elles, trois hypothèses : empoisonnement, sida ou simple infection. Et l'un des coauteurs, en privé, privilégie la première...

« Un homme mort qui marche »

Que disaient les médecins de l'hôpital Percy, l'un des meilleurs en Europe en matière d'hématologie ? Signé le 19 novembre 2004 par le médecin-chef des services, le Dr Bruno Pats, le rapport médical confidentiel concluait : « *Au treizième jour de son hospitalisation à l'hôpital d'instruction des armées Percy et au huitième jour de son hospitalisation dans le*

service de réanimation, M. Yasser Arafat est décédé d'un accident vasculaire cérébral hémorragique massif. Cette hémorragie cérébrale a compliqué un tableau clinique regroupant quatre syndromes (3) (...). La consultation d'un grand nombre d'experts de spécialités multiples et les résultats des examens réalisés n'ont pas permis de retenir un cadre nosologique expliquant l'association des syndromes. »

Ce « flou » médical n'est pas l'unique fondement de la rumeur lancée par les Palestiniens : ceux-ci s'appuient aussi sur l'intention ouvertement affichée par le premier ministre israélien, M. Ariel Sharon, d'éliminer Yasser Arafat. A partir du printemps 2002, le général Sharon menace de nouveau. Seule la promesse qu'il a dû faire au président George W. Bush l'empêche de passer à l'acte. Lors du Nouvel An juif 2004, le premier ministre martèle : *« Arafat sera expulsé des territoires. »* Expulsé ou tué ? M. Sharon rappelle qu'Israël a tué Cheikh Ahmed Yassine, chef spirituel du Hamas, puis son successeur Abdel Aziz Al-Rantissi. Y a-t-il une différence entre Arafat, Yassine et Rantissi ? Réponse : *« Je n'en vois aucune. Tout comme nous avons agi contre ces assassins, nous agissons contre Arafat (4). »*

Début novembre 2004, le journaliste Ouri Dan, un confident du premier ministre, écrit que ce dernier *« a annoncé à Bush qu'il ne se considérait plus comme engagé par ce qu'il lui avait promis lors de leur première rencontre en mars 2001 : ne pas porter atteinte à Arafat. Le président Bush a fait observer qu'il est peut-être préférable de laisser le sort d'Arafat entre les mains du Tout-Puissant, à quoi Sharon a répondu que parfois il fallait aider le Tout-Puissant (5) ».*

A la Mouqata'a, on avait pris d'autant plus au sérieux ces déclarations que l'unité d'élite de l'armée israélienne, la Sayeret Matkal, s'entraînait pour un éventuel assaut du QG d'Arafat et, le cas échéant, pour la liquidation de celui-ci. Le général Sharon aurait même assisté à l'un de ces exercices. Et nul n'ignore que son grand regret est d'avoir « raté » Arafat lors du siège de Beyrouth, en 1982. Le ministre de la défense Shaul Mofaz et le ministre des affaires étrangères Sylvan Shalom préconisaient également son élimination. Et le correspondant militaire de la deuxième chaîne, Rony Daniel, décrivait Yasser Arafat comme *« un homme mort qui marche »...*

Aussi convaincante soit-elle, la volonté des dirigeants israéliens de se débarrasser du chef palestinien ne saurait, à elle seule, démontrer l'empoisonnement. Il faut donc revenir à l'état de santé du raïs.

Le 18 août 2004, j'ai personnellement assisté au discours du président Arafat devant le Conseil législatif palestinien, réuni à la Mouqata'a. Deux heures durant, il a passé en revue les problèmes de l'heure, répétant deux ou trois fois - comme à son habitude - les phrases-clés de son intervention. Debout, la voix forte, il n'avait pas l'air malade.

Le 28 septembre, lors du quatrième anniversaire de l'Intifada Al-Aqsa, je le revois pour la dernière fois. Il me salue avec l'accolade habituelle et prend de mes nouvelles. *« Tout va bien, al-hamdou li-llah, mais vous, Abou Ammar, vous avez perdu beaucoup de poids en peu de temps. »* Son visage est amaigri, et il semble flotter dans ses vêtements. *« Ce n'est rien »,* répond-il. Pendant le déjeuner, il prend activement part à la conversation tout en mangeant - comme toujours - fort peu. Soudain, son porte-parole Nabil Abou Roudeina me glisse à l'oreille : *« Il vaut mieux terminer, car Abou Ammar a besoin de se reposer. »* Arafat m'embrasse à nouveau, et nous nous séparons.

Au mois d'octobre, son état de santé se dégrade. Le 12, quatre heures après le dîner, il

commence à souffrir de maux de ventre, de vomissements et de diarrhées. Soigné pour une grippe intestinale, il ne réagit pas aux médicaments. Les examens de sang révèlent que le nombre de plaquettes est très bas, mais celui des leucocytes stable. Le 27, aggravation subite : il perd connaissance pendant un quart d'heure. L'ex-ministre de la culture Yasser Abed Rabbo, qui vient de lui rendre visite, me confie : « *Son état est très grave, très grave.* »

Le lendemain arrivent des médecins égyptiens, puis tunisiens et enfin jordaniens. Ne parvenant pas à déterminer l'origine du mal, ils suggèrent de transférer le malade vers un hôpital français. L'Élysée donne immédiatement son accord. Le général Sharon, par le truchement de son chef de cabinet Dov Weissglas, accepte non seulement son départ, mais aussi son retour une fois guéri, et, par un étrange retournement, propose d'envoyer des médecins israéliens à Paris. Le 29 octobre, dans la matinée, ses assistants transportent Abou Ammar du bâtiment dans lequel il était enfermé depuis trente-cinq mois dans l'un des deux hélicoptères envoyés par la Jordanie. Au lieu de son éternel keffieh, le raïs porte un chapeau de fourrure et sourit étrangement : ce n'est pas le Arafat que je connais depuis notre première rencontre en août 1982, à Beyrouth-Ouest assiégée. Des larmes coulent sur les joues de ses proches quand l'hélicoptère s'envole pour Amman, d'où un avion médical militaire français l'emmène à Paris.

A Clamart, il arrive conscient, mais très affaibli. Les premiers examens ne mettent en évidence ni leucémie ni tumeurs, mais une grave inflammation du tube digestif, que les médecins combattent avec de fortes doses d'antibiotiques et d'anti-inflammatoires. Son état s'améliore : il marche un peu dans sa chambre, parle au téléphone avec le président Jacques Chirac et avec plusieurs dirigeants palestiniens. Mais, le 3 novembre, il sombre soudain dans le coma. Il souffre d'une série de symptômes graves, attribués à une toxine inconnue que les médecins français ne parviennent pas à détecter. Seul un miracle peut le sauver, dit son entourage. Deux semaines après son arrivée, le président Yasser Arafat ferme les yeux pour toujours.

Pour expliquer cette mort subite, la presse israélienne, on l'a vu, a évoqué trois causes : infection, sida ou empoisonnement. La thèse de l'infection manque de fondement médical : aucun médecin français, palestinien, égyptien, tunisien ni jordanien n'a affirmé avoir découvert une trace d'infection lors des examens. En outre, si telle avait été la cause de sa maladie, Arafat aurait pu y faire face avec l'aide d'antibiotiques.

La thèse du sida semble avoir été avancée à seule fin de salir l'image du raïs. Car l'article déjà cité de *Haaretz* n'apporte pas le moindre élément probant. Une enquête du *New York Times* a exclu d'emblée cette hypothèse. Les médecins français ne la mentionnent même pas. Les médecins tunisiens ont procédé à un test VIH : négatif. « *Il est inconcevable, assure un expert israélien, qu'une maladie qui a duré deux semaines, avec de terribles diarrhées, des vomissements violents, de graves problèmes du système digestif, et qui a produit de sérieux phénomènes de coagulation ait été provoquée par le sida (6).* » En réalité, aucun document médical ne mentionne cette maladie, révèle le Dr Al-Kourdi, médecin personnel d'Arafat pendant plus de vingt ans.

Empoisonnement ? Les autorités israéliennes qualifient de « *stupides* » et de « *mal intentionnées* » de telles accusations. Du côté palestinien, on rappelle la tentative d'assassinat à Amman, le 25 septembre 1997, d'un des dirigeants du Hamas, M. Khaled Meshal : deux agents du Mossad lui avaient injecté, en pleine rue, un poison dans l'oreille. Fou de rage, le roi Hussein exigea qu'Israël fournisse immédiatement le contrepoison, faute

de quoi il prendrait la responsabilité d'une crise majeure entre les deux pays. Le premier ministre Benjamin Nétanyahou accepta de livrer l'antidote et, pour calmer le jeu, libéra soixante-dix prisonniers palestiniens, dont Cheikh Yassine.

Comparaison n'est pas raison : les médecins de l'hôpital Percy affirment, dans leur rapport, ne pas avoir trouvé de traces de poison connu. Ils ont, de surcroît, demandé à deux autres laboratoires - ceux de la gendarmerie et des armées - d'en rechercher : en vain. Toutefois, certains experts estiment qu'on peut fabriquer facilement des produits toxiques non répertoriés, dont certains disparaissent après avoir fait leur effet...

Des dirigeants israéliens, dont M. Ehoud Barak, n'envisagent l'élimination physique du président palestinien que si celle-ci ne laisse « aucune empreinte israélienne ». D'où le recours à un poison indétectable : « C'est sans doute ce qui s'est passé », assure-t-il. Un journaliste israélien chevronné, qui préfère lui aussi conserver l'anonymat, a raconté à plusieurs confrères que, à peine la maladie du chef palestinien connue, il était persuadé que le raïs avait été empoisonné. Plus : trois personnalités du secteur de la sécurité auraient discuté avec lui, séparément, de la meilleure méthode à utiliser pour en finir avec Arafat, et seraient arrivées à la même conclusion : le poison. C'était au début de 2004...

Médecin des rois hachémites, le Jordanien Ashraf Al-Kourdi suivait également Abou Ammar, dont il connaissait par cœur le dossier médical. Lui aussi, peu après le décès de son patient, déclara percevoir des indices d'empoisonnement. Il avait examiné Arafat durant la phase critique de sa maladie, avant son transfert en France, et ignorait tout des problèmes sanguins qui l'auraient terrassé. C'est pourquoi il exigea la création d'une commission d'enquête indépendante pour procéder enfin à une autopsie qui déterminerait les causes de sa mort. Douleurs dans les reins et l'estomac, absence totale d'appétit, diminution des plaquettes, perte de poids considérable, taches rouges sur le visage, peau jaune : « N'importe quel médecin vous dira qu'il s'agit là de symptômes d'empoisonnement (7). » Seule une telle commission permettrait, en effet, de savoir si, oui ou non, Arafat est mort assassiné (8).

Yasser Arafat souhaitait être enterré à Jérusalem sur l'esplanade des Mosquées, troisième lieu saint de l'islam. Les autorités israéliennes s'y opposant, la direction palestinienne a choisi la Mouqata'a, théâtre de la dernière étape de la lutte d'Abou Ammar pour la création d'un Etat palestinien indépendant. Un tombeau du « père » de la nation dans son QG dévasté par une armée d'occupation, y a-t-il - soulignent ses compagnons de route - symbole plus poignant ? Dès le lendemain des obsèques, d'innombrables Palestiniens, individus et groupes, touristes et hôtes officiels, ont entrepris d'y effectuer une sorte de pèlerinage.

L'héritage de Yasser Arafat, a dit en février 2005 le ministre français des affaires étrangères de l'époque, M. Michel Barnier, lors d'une visite à la Mouqata'a, appartient au peuple palestinien et à l'histoire. Mais les Israéliens ? « Ils se bercent d'illusions s'ils croient que leurs visées se réaliseront dans l'après-Arafat », a déclaré le premier ministre palestinien Ahmad Qoreï. Et d'ajouter : « Un jour, ils regretteront Arafat. »

(1) Haaretz, Tel-Aviv, 9 septembre 2005. La veille, le *New York Times* attribuait le décès à une hémorragie provoquée par une affection inconnue, mais soulignait que rien, dans le dossier médical, ne prouvait ni l'empoisonnement ni le sida.

(2) Hachette Littératures, Paris, 2005.

(3) « *Un syndrome digestif inaugural survenu trente jours plus tôt, évoquant une entérocolite ; un syndrome hématologique associant une CIVD grave, une hémophagocytose médullaire isolée sans syndrome d'activation macrophagique systémique ; un ictère cholestatique ; un syndrome neurologique avec état stuporeux fluctuant puis un coma.* »

(4) *Yediot Aharonot*, Tel-Aviv, 14 septembre 2004.

(5) *Maariv*, Tel-Aviv, 4 novembre 2004.

(6) *Haaretz*, 9 septembre 2005.

(7) *Haaretz*, 9 septembre 2005.

(8) Mécontent du travail de la commission nommée en novembre 2004, le Conseil législatif palestinien a créé, le 5 octobre 2005, une nouvelle commission d'enquête chargée de découvrir rapidement les causes de la mort du *shahid* (martyr) Arafat.

La source originale de cet article est *Le monde diplomatique* (novembre 2005)
Copyright © [Amnon Kapeliouk](#), *Le monde diplomatique* (novembre 2005), 2005

Articles Par : [Amnon Kapeliouk](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca